

Conseil de Communauté
du 22 septembre 2016
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Budget annexe Chambre funéraire Le Corps Lassay – Adoption du Compte administratif 2015
2	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des établissements de spectacles cinématographiques à compter du 1er janvier 2017
3	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des jeunes entreprises innovantes et jeunes universitaires à compter du 1er janvier 2017
4	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des établissements de vente de livres neufs au détail labellisés "librairies indépendantes de référence" à compter du 1er janvier 2017
5	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires à compter du 1er janvier 2017
6	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des entreprises de spectacles vivants à compter du 1er janvier 2017
7	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des établissements de vente d'écrits périodiques à compter du 1er janvier 2017
8	Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Bases minimum à fixer à partir de 2017
9	Fiscalité – Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) – Fixation du coefficient multiplicateur à appliquer à compter du 1er janvier 2017
10	Finances – Budget annexe Parc d'activités de l'Orgerie – Exercice 2016 – Décision modificative
11	Finances – Budget annexe Parc d'activités de Coulonges – Exercice 2016 – Décision modificative n°1
12	Finances Budget annexe Déchets Ménagers – Exercice 2016 – Admission en non valeurs
13	LEADER
14	Mission Economique – Acquisition par Mayenne Communauté de plusieurs parcelles sises Zones d'activités Nord et Sud sur la Commune de Lassay Les Châteaux auprès du SIVOM de la Région de Lassay
15	Statuts - Définition de l'intérêt communautaire
16	Statuts – Modification des compétences
17	Service prêt aux collectivités – Ludothèque
18	Tourisme – Taxe de séjour
19	Développement culturel – Mayenne Culture – Interventions chorégraphiques dans les écoles – Année scolaire 2016-2017 – Participation de Mayenne Communauté
20	Développement Culturel – Conservatoire Ivan BELLOCQ – Convention Schéma Départemental de l'Enseignement des pratiques et de l'Education Artistique
21	Pôle de Santé – Vente en l'Etat Futur d'Achèvement à Laval Mayenne – Aménagement du bâtiment
22	Signature de convention de mise à disposition avec Enedis – Implantation d'un poste de transformation et de ses équipements pour l'alimentation du Pôle de Santé Intercommunal – Rue du Prieuré de Berne – Parcelle

	BD 383
23	Economie – Parc d'activités intercommunal de la Lande à Parigné-sur-Braye – Vente à la S.C.I. Batiro
24	Approbation de la procédure de révision allégée du PLU de la commune d'Aron sur le secteur des Landes
25	Arrêt de la mission d'Urba2D sur le PLU du St Fraimbault
26	Urbanisme – Instruction des autorisations d'urbanisme au 1er janvier 2017 – Evolution du service commun – Tarifs et autorisation de signature des conventions
27	Ressources humaines – DAME – Service commun instruction des actes ADS – Création d'un poste de technicien territorial
28	Ressources humaines – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire accroissement d'activités ou saisonniers
29	Ressources humaines – DRMP – Création d'un poste de responsable commande publique
30	Ressources humaines – DST - Création d'un poste de technicien énergie - Pérennisation du poste
31	Ressources humaines – DAME – Création d'un poste d'ambassadeur de prévention par voie contractuelle
32	Fourniture de photocopieurs avec contrat de maintenance en groupement de commandes entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté – MAPA - Autorisation de signature de la convention de groupement, de lancement de la consultation et de signature des marchés
33	Scénographie de la prochaine exposition temporaire au musée du Château de Mayenne – MAPA - Autorisation de versement de la prime de 500 € au deux scénographes non retenus
34	NCR 2014/2016 – Investissements visant à optimiser la collecte des déchets et passage en redevance incitative
35	"Territoire à Energie positive et pour la croissance verte" - Validation de la candidature

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

SONJEVEYES	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle	1 501,00 €
Nathalie DELEAGE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Tribu Familia	Convention « Les pieds dans l'eau »	gratuit
Dominique VANESSCHE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
GALERIE SONORE	Contrat pour activités pédagogiques	2 769,00 €
Bénédicte BLOUIN	Convention de prestations de services dans le cadre du projet carnaval des animaux	225,00 €
CENTRALE 7	Convention d'animations pour deux journées d'ateliers jeunes publics « mes vacances au musée »	569,00 €
TRIBU FAMILIA	Convention relative aux conditions générales de co-organisation pour le festival « Un Singe en Été »	3612 € de Tribu Familia et 3000 € du musée du château

Extrait du registre des arrêtés du Président

2016.52 23/06/16 Création d'une régie de recettes auprès du service animation jeunesse de Mayenne Communauté

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 22 septembre 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	52
Contre :	0
Pour :	52
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le seize septembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, HEURTEBIZE, CHOUZY, POIRRIER, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. NEVEU, SONNET, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, GARNIER, DOYEN, Mmes GONTIER, FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, BAR, LANCIEU, COUTURIER, LODE, BEUNEUX, M. REBOURS, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, MM. MORIN, FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. SABRAN représenté par M. DAVID
M. BOITTIN représenté par M. FRETARD

M. LAVANDIER donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme THELIER donne pouvoir à Mme SOULARD
Mme BODINIER donne pouvoir à M. SONNET
M. LESAIN donne pouvoir à Mme BAR
Mme ADAM donne pouvoir à Mme CREUSIER
Mme PELE donne pouvoir à M. ORDRONNEAU

Excusés :

M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, JEUSSE, BEAUJARD, JAMOIS, PAILLASSE

M. TRANSON a été désigné secrétaire.

1 - Budget annexe Chambre funéraire Le Corps Lassay - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de la Chambre funéraire.

2 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des établissements de spectacles cinématographiques à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Les dispositions des 3°, 3° bis et 4° de l'article 1464 A du Code Général des Impôts permettent au Conseil de Communauté d'exonérer partiellement ou totalement de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques répondant à certaines conditions.

De plus, Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises est, à la demande de l'entreprise, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour sa fraction taxée au profit de la Communauté.

L'exonération partielle ou totale s'applique :

- aux établissements de spectacles cinématographiques réalisant un nombre d'entrées inférieur à 450.000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition
- aux établissements de spectacles cinématographiques réalisant un nombre d'entrées inférieur à 450.000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition et bénéficiant d'un classement « art et essai » au titre de l'année de référence.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoyant d'accorder une exonération de CFE à hauteur de 100 % aux établissements cinématographiques,

Considérant la volonté des élus de soutenir cette activité sur le territoire,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- exonère à hauteur de 100 % de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre d'entrées inférieur à 450.000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition à compter du 1^{er} janvier 2017***
- exonère à hauteur de 100 % de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre d'entrées inférieur à 450.000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition et qui bénéficient d'un classement « art et essai » au titre l'année de référence à compter du 1^{er} janvier 2017.***

3 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des jeunes entreprises innovantes et jeunes universitaires à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Les dispositions de l'article 1466 D du Code Général des Impôts permettent au Conseil de Communauté d'exonérer totalement de Cotisation Foncière des Entreprises, pendant une durée de sept ans, les entreprises qualifiées de « jeunes entreprises innovantes » et de « jeunes entreprises universitaires » au sens de l'article 44 sexies-0 A du même code.

De plus, conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises est, à la demande de l'entreprise, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour sa fraction taxée au profit de la Communauté.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoyant d'accorder une exonération de CFE en faveur des jeunes entreprises innovantes et jeunes entreprises universitaires,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, exonère de Cotisation Foncière des Entreprises les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises universitaires à compter du 1^{er} janvier 2017 étant précisé que les textes prévoient que cette exonération s'applique à hauteur de 100 % pour une durée de 7 ans.

4 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des établissements de vente de livres neufs au détail labellisés "librairies indépendantes de référence" à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Les dispositions de l'article 1464 I du Code Général des Impôts permettent au Conseil de Communauté d'exonérer totalement de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, du label de « librairie indépendante de référence ». Ce label est délivré par l'autorité administrative dans les conditions précisées par le décret n°2011-993 du 23 août 2011.

De plus, Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises est, à la demande de l'entreprise, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour sa fraction taxée au profit de la Communauté.

L'exonération s'applique à l'ensemble des activités de l'établissement, et non pas à la seule activité de vente de livres neufs au détail, dès lors que cet établissement remplit toutes les conditions requises.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoyant d'accorder une exonération de CFE en faveur des librairies indépendantes labellisées,

Considérant la volonté des élus de soutenir cette activité sur le territoire,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, exonère de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, du label de « librairie indépendante de référence » à compter du 1^{er} janvier 2017 étant précisé que les textes prévoient une exonération totale et qu'elle n'est pas limitée dans le temps.

5 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Les dispositions de l'article 1464 D du Code général des Impôts permettent au Conseil de Communauté d'exonérer en totalité de Cotisation Foncière des Entreprises, les médecins, auxiliaires médicaux ou vétérinaires, pour une durée de deux à cinq ans, à compter de l'année suivant celle de leur établissement.

De plus, conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des redevables exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises est, à la demande du redevable, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour sa fraction taxée au profit de la Communauté.

La décision du Conseil peut concerner une, plusieurs ou l'ensemble des catégories de praticiens concernés.

Selon les praticiens, l'exonération est subordonnée à des conditions.

- Concernant les médecins et les auxiliaires médicaux, le bénéfice de l'exonération est accordé à ceux qui sont

implantés :

- * soit dans une Commune située en zones de revitalisation rurale (ZRR) définies à l'article 1465 A (cas des 13 Communes de l'ex CCHL et de la Commune de Jublains)
- * soit dans une Commune de moins de 2.000 habitants.

- Concernant les vétérinaires, le bénéfice de l'exonération est accordé aux vétérinaires investis du mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime, dès lors qu'ils sont désignés vétérinaires sanitaires par un nombre d'éleveurs détenant au total au moins 500 bovins de plus de deux ans en prophylaxie obligatoire ou équivalents ovins/caprins.

L'exonération s'applique quel que soit le lieu d'établissement du vétérinaire sous réserve que celui-ci soit investi du mandat sanitaire.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoyant d'accorder une exonération de CFE pour une durée de 5 ans aux 3 catégories de praticiens,

Considérant la volonté des élus de favoriser de nouvelles installations de ces praticiens,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **exonère de Cotisation Foncière des Entreprises les médecins, les auxiliaires médicaux et les vétérinaires respectant les conditions exposées précédemment à compter du 1^{er} janvier 2017**
- **et fixe la durée d'exonération à 5 ans.**

6 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des entreprises de spectacles vivants à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Les dispositions du 1^o de l'article 1464 A du Code Général des Impôts permettent au Conseil de Communauté d'exonérer partiellement ou totalement de Cotisation Foncière des Entreprises certaines catégories d'entreprises de spectacles vivants.

De plus, conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises est, à la demande de l'entreprise, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour sa fraction taxée au profit de la Communauté.

L'exonération partielle ou totale s'applique aux entreprises de spectacles vivants suivantes :

- * les théâtres nationaux
- * les autres théâtres fixes
- * les tournées théâtrales et les théâtres démontables exclusivement consacrés à des spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique
- * les concerts symphoniques et autres, les orchestres divers et les chorales
- * les théâtres de marionnettes, les cabarets artistiques, les cafés-concerts, les music-halls et les cirques
- * les spectacles musicaux et de variétés.

Les délibérations peuvent porter sur une ou plusieurs de ces catégories.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoyant d'accorder une exonération de CFE à hauteur de 100 % aux 6 catégories d'entreprises de spectacles vivants,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, exonère, en totalité, de Cotisation Foncière des Entreprises les 6 catégories d'entreprises de spectacles vivants suivantes, à

compter du 1^{er} janvier 2017 :

- * les théâtres nationaux**
- * les autres théâtres fixes**
- * les tournées théâtrales et les théâtres démontables exclusivement consacrés à des spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique**
- * les concerts symphoniques et autres, les orchestres divers et les chorales**
- * les théâtres de marionnettes, les cabarets artistiques, les cafés-concerts, les music-halls et les cirques**
- * les spectacles musicaux et de variétés.**

7 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Exonération en faveur des établissements de vente d'écrits périodiques à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Les dispositions de l'article 1464 L du Code Général des Impôts permettent au Conseil de Communauté d'exonérer les établissements qui vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse et qui revêtent la qualité de diffuseur de presse spécialiste au sens de l'article 2 du décret n° 2011-1086 du 8 septembre 2011 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des diffuseurs de presse spécialistes et indépendants.

De plus, Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises est, à la demande de l'entreprise, exonérée de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour sa fraction taxée au profit de la Communauté.

Les établissements concernés sont les suivants:

1° Les exploitants de kiosques à journaux.

2° Les diffuseurs communément dénommés diffuseurs de presse spécialistes en petite superficie qui respectent l'ensemble des conditions suivantes :

- ils disposent d'une surface totale de vente de 30 mètres carrés au plus
- ils consacrent au moins 50 mètres linéaires développés à la vente de la presse
- ils réalisent un chiffre d'affaires annuel relatif à l'activité de vente de la presse d'au moins 90 000 euros.

3° Les autres diffuseurs de presse qui respectent l'ensemble des conditions suivantes :

- ils exposent en vitrine, lorsqu'ils en disposent, la presse tant quotidienne que magazine, en assurant une rotation régulière des titres
- ils assurent l'ouverture du point de vente, soit six jours par semaine dont obligatoirement le dimanche matin ; soit six jours par semaine, à raison de neuf heures par jour ; soit six jours par semaine en respectant l'un des horaires suivants : ouverture au plus tard à 6 h30, sans interruption entre 12 heures et 14 heures, jusqu'à 19 h 30
- ils consacrent à l'exposition de la presse une part minimum de leur linéaire au sol, en fonction de la superficie du point de vente : 58 % jusqu'à 20 mètres carrés, 51 % entre 20 et 40 mètres carrés, 47 % entre 40 et 60 mètres carrés, 44 % entre 60 et 100 mètres carrés, 33 % entre 100 et 150 mètres carrés et 25 % pour plus de 150 mètres carrés
- ils disposent d'un linéaire mural consacré à la presse de 4 mètres au sol au minimum
- ils possèdent une enseigne de presse en façade du magasin, sous réserve des réglementations applicables.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoyant d'accorder une exonération de CFE en faveur des diffuseurs de presse,

Considérant la volonté des élus de soutenir cette activité sur le territoire,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, exonère de Cotisation Foncière des Entreprises les établissements qui vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse et qui revêtent la qualité de diffuseur de presse spécialiste au sens de l'article 2 du décret n° 2011-1086 du 8 septembre 2011 instituant une aide

exceptionnelle au bénéfice des diffuseurs de presse spécialistes et indépendants. Cette exonération s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2017 étant précisé que les textes prévoient une exonération totale et qu'elle n'est pas limitée dans le temps.

8 - Fiscalité – Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – Bases minimum à fixer à partir de 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

Un établissement est imposé à la cotisation foncière des entreprises (CFE) selon la valeur locative de ses propres biens immobiliers soumis à la taxe foncière.

Toutefois, lorsque cette valeur locative est inférieure à la base minimum votée par le conseil, c'est celle-ci qui s'applique pour le calcul de la cotisation de CFE.

Sur le territoire de Mayenne Communauté, au vu des informations de 2015 pour la CCPM et 2014 pour la CCHL, plus de la moitié des contribuables assujettis à la CFE est concernée par la cotisation minimum de CFE, celle-ci est calculée sur une base minimum à définir par le conseil de communauté, base variable suivant le chiffre d'affaires ou les recettes annuels HT.

Environ 843 établissements sur le territoire de Mayenne Communauté étaient donc assujettis à la base minimum de CFE.

Les textes prévoient des fourchettes de bases minimum revalorisées chaque année qui varient en fonction des tranches de chiffres d'affaires ou de recettes HT.

Pour la CFE due en 2017, le barème est le suivant :

Tranches de chiffres d'affaires en HT	Fourchettes légales de bases minimum
Inférieur à 10 000	Entre 214 et 510
Entre 10 001 & 32 600	Entre 214 et 1 019
Entre 32 601 & 100 000	Entre 214 et 2 140
Entre 100 001 & 250 000	Entre 214 et 3 567
Entre 250 001 & 500 000	Entre 214 et 5 095
Supérieur à 500 001	Entre 214 et 6 625

Suite à la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016, les bases minimum applicables en 2016 correspondent à celles appliquées en 2015 et revalorisées de 1 % sur le territoire de chacune des Communes pour l'ex CCHL vu que celle-ci n'a pas délibéré avant le 1^{er} octobre 2014.

Concernant le territoire de l'ex CCPM qui a délibéré la dernière fois le 11 septembre 2014, les bases minimum applicables en 2016 correspondent à celles appliquées en 2015 et revalorisées de 1 %, de façon uniforme sur les 20 Communes.

Tranches de chiffres d'affaires en HT	Bases minimum sur l'ex CCHL appliquées en 2016	Bases minimum sur l'ex CCPM appliquées en 2016 (délibération du 11/9/2014)
Inférieur à 10 000		505 (plafond)
Entre 10 001 & 32 600	Bases de	1 010 (plafond)
Entre 32 601 & 100 000	chacune des	1 252
Entre 100 001 & 250 000	13 communes	1 515
Entre 250 001 & 500 000		2 222
Supérieur à 500 001		2 626

L'article 1647 D du Code Général des Impôts prévoit que suite à une fusion, le conseil communautaire fixe, pour chacune des tranches ou pour l'une d'entre elles seulement, le montant de la base minimum

Ce même article permet aussi au conseil communautaire d'instaurer un dispositif d'intégration fiscale progressive

des bases minimum de CFE.

Toutefois, ce dispositif de convergence n'est pas applicable lorsque le rapport entre la base minimum la plus faible applicable sur le territoire de l'EPCI et celle qu'il a fixée est supérieure à 80 %. Ce rapport s'apprécie séparément pour chacune des tranches de chiffre d'affaires ou recettes.

Il est rappelé que le protocole adopté par les conseils des 2 précédents EPCI et des 33 Communes prévoyait de fixer les bases minimum aux plafonds fixés par les textes pour toutes les tranches de chiffres d'affaires avec un lissage de 3 ans de 2017 à 2019.

Le Bureau réuni le 13 septembre propose de fixer les bases minimum aux plafonds mais avec un lissage porté de 3 à 6 ans afin d'atténuer les hausses de cotisation minimum de 2017 à 2022.

M. BRODIN : " Il faut être raisonnable. Je rejette d'aller au plafond pour taxer des entreprises. Ce n'est pas rendre service, ni à l'emploi ni à l'avenir du secteur. C'est cohérent avec ce qu'il y avait à Saint Georges où il y avait des taxations qui étaient très faibles et les entreprises ne s'en plaignaient pas."

M. DELAHAYE : " Je m'abstiendrai. Je n'aime pas quand je ne comprends pas."

M. le Président : " Sans taxe et sans fiscalité, on aura du mal à faire de la solidarité."

M. BRODIN : " Je reste quand même cohérent avec le vote du budget."

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité, (M. DELAHAYE s'étant abstenu et M. BRODIN et Mme GENEST ayant voté contre) :

- fixe les bases minimum au plafond pour chacune des tranches de chiffre d'affaires ou recettes

- et instaure une intégration progressive des montants de base minimum pour une durée de 6 ans soit de 2017 à 2022.

Tranches de chiffres d'affaires en HT	Bases minimum fixées au plafond applicables en 2022 (valeur 2017)	Intégration progressive des montants de base minimum
Inférieur à 10 000	510	Pas nécessaire (bases déjà au plafond en 2016 pour ex CCPM & CCHL)
Entre 10 001 & 32 600	1 019	Convergence de 6 ans
Entre 32 601 & 100 000	2 140	Convergence de 6 ans
Entre 100 001 & 250 000	3 567	Convergence de 6 ans
Entre 250 001 & 500 000	5 095	Convergence de 6 ans
Supérieur à 500 001	6 625	Convergence de 6 ans

9 - Fiscalité - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Fixation du coefficient multiplicateur à appliquer à compter du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 septembre 2016

M. SOUTIF expose :

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) due par l'exploitant de l'établissement est assise sur la surface de vente des magasins de commerce de détail dès lors qu'elle dépasse 400 m².

Son montant est calculé selon la surface de vente et un tarif au mètre carré variable suivant le chiffre d'affaires.

La loi de finances pour 2010 dans son article 77 – point 1.2.4.1 permet au conseil de fixer un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2 qui s'applique au tarif du mètre carré.

La délibération fixant le coefficient multiplicateur doit être prise avant le 1^{er} octobre 2016 pour être applicable en 2017.

Considérant la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant qu'en 2016, les coefficients antérieurs se sont appliqués et que les dispositions du protocole adopté en 2015 par les conseils des 2 EPCI et des 33 Communes prévoit un coefficient multiplicateur à 1,2,

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité (M. BRODIN contre), fixe ce coefficient multiplicateur à 1,2 à compter du 1^{er} janvier 2017.

10 - Finances – Budget annexe Parc d'activités de l'Orgerie – Exercice 2016 – Décision modificative

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Le budget primitif du budget annexe parc d'activités de l'Orgerie de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 14 avril 2016. Il convient par décision modificative n°1 au budget annexe, d'ajuster les crédits de la manière suivante :

Section de fonctionnement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
011	605	Travaux	1 100,00	
75	7552	prise en charge du déficit par le budget général		1 100,00
Total D.M.N° 1			1 100,00	1 100,00
Rappel B.P			260,00	260,00
TOTAL BP + DM 1			1 360,00	1 360,00

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 sur l'exercice 2016 du budget annexe zones d'activités de l'Orgerie telle qu'elle est présentée.

11 - Finances – Budget annexe Parc d'activités de Coulonges – Exercice 2016 – Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 septembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Le budget primitif du budget annexe Parc d'activités de Coulonges de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 14 avril 2016. Il convient par décision modificative n°1 au budget annexe, d'ajuster les crédits de la manière suivante :

Section de fonctionnement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
011	63512	Taxes foncières	1,00	
75	7552	prise en charge du déficit par le budget général		1,00
Total D.M.N° 1			1,00	1,00
Rappel B.P			43 624,91	43 624,91
TOTAL BP + DM 1			43 625,91	43 625,91

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 sur l'exercice 2016 du budget annexe zones d'activités de Coulonges telle qu'elle est présentée.

12 - Finances Budget annexe Déchets Ménagers – Exercice 2016 – Admission en non valeurs

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

Mme MORIN expose :

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, un bordereau de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2014 et 2015 relatif à la redevance incitative.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement, il convient, pour régulariser la comptabilité intercommunale, de les admettre en non-valeur pour un total de 1 293,99 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur de créances irrécouvrables pour un montant total de 1 293,99 €.

13 – LEADER

Reçu à la Sous-Préfecture le 4 octobre 2016

M. SOUTIF expose :

Comme évoqué précédemment en Bureau, la fin du Groupement d'Intérêt Public de Haute Mayenne est actée à l'horizon 2017. La question du pilotage du programme LEADER pour la période 2016-2020 a été étudiée en conseil d'administration le 30 juin dernier.

Jusqu'ici adossé au GIP, il est ainsi envisagé que le Groupe d'Action Locale (GAL) LEADER soit désormais porté par Mayenne Communauté en tant qu'EPCI chef de file, en associant par voie de convention les Communautés de Communes du Bocage Mayennais, de l'Ernée et du Mont des Avaloirs.

En qualité de porteur juridique et administratif, Mayenne Communauté sera chargée de formaliser et d'engager les décisions du comité de programmation et mettra en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ces missions. Elle recrutera notamment l'équipe technique de 1,5 Equivalents Temps Plein et assurera le portage financier de l'opération. La répartition des charges entre les EPCI associés se fera sur la base du poids démographique de chaque territoire.

Le projet de convention de partenariat définit les modalités d'organisation et de participation financière des quatre Communautés de Communes pour le pilotage du programme LEADER.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité :

- approuve la convention de partenariat présentée,***
- autorise Monsieur le Président à signer cette convention***
- et valide la désignation des membres représentant Mayenne Communauté au sein du comité de pilotage qui sera mis en place pour le suivi de cette convention :***
 - représentants titulaires : MM. BOURGUIN, BOISSEAU et SOUTIF***
 - représentants suppléants : Mme MORIN, MM. MOLL et RAILLARD***

14 - Mission Economique - Acquisition par Mayenne Communauté de plusieurs parcelles sises Zones d'activités Nord et Sud sur la Commune de Lassay Les Châteaux auprès du SIVOM de la Région de Lassay

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Le SIVOM de la Région de Lassay sera dissous au 31 décembre 2016, il convient pour Mayenne Communauté de procéder avant la fin de l'année 2016, à l'acquisition des parcelles ci-dessous :



Caractéristiques :

Zone d'Activités Nord

- Section ZE
- Parcelle 218 : 2 618 m²
- Parcelle 219 : 3 678 m²
- Parcelle 263 : 3 831 m²
- Parcelle 267 : 4 356 m²

Zone d'Activités Sud

- Section ZH
- Parcelle 261 : 3 490 m²
- Parcelle 269 : 2 277 m²
- Parcelle 347 : 4 273 m²
- Parcelle 357 : 457 m²
- Parcelle 362 : 1 833 m²

SURFACE TOTALE : 26 813 m²

Prix d'acquisition : **180 000 €** net de TVA étant précisé que la cession bénéficie de la dispense de TVA prévue par l'article 257 bis du Code Général des Impôts (Le service des domaines a été consulté le 8 septembre 2016).

L'accord des deux parties sur ce prix d'acquisition s'accompagne de l'engagement du SIVOM et des Communes qui s'y substitueront après sa dissolution, de conserver sa dette et d'honorer les remboursements des annuités.

M. POIRRIER : " J'ai fait le calcul, ça revient à peu près à 6,70 € le m². J'aimerais savoir si Mayenne Communauté arriverait à les vendre au même prix ?"

M. le Président : " On vendra moins cher sans doute. En matière de vente tout est lié à l'intérêt du projet. Merci au groupe qui a travaillé sur ce sujet."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- acquiert ces parcelles au prix de 180 000 € net de TVA au SIVOM de la Région de Lassay,
- régularise cette transaction à travers la rédaction d'un acte administratif
- et autorise Monsieur ANGOT, Président de Mayenne Communauté, à signer l'acte administratif et toutes autres pièces se rapportant à ce dossier.

15 - Statuts - Définition de l'intérêt communautaire

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 septembre 2016

M. le Président expose :

Mayenne Communauté a adopté ses statuts fin 2015 au regard de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Ces statuts, volontairement rédigés de manière minimaliste, nous invitent à définir l'intérêt communautaire avec précision. D'ailleurs, lors du bureau commun du 15 septembre 2015, il a été décidé d'adopter l'intérêt communautaire avant l'été 2016 bien que nous disposons légalement de deux années pour le définir. Adopter une définition de l'intérêt communautaire de Mayenne Communauté dès juin 2016 n'écarte pas la possibilité de l'ajuster mais facilite la mise en œuvre des compétences au quotidien sans attendre les deux années.

Dissocier ce qui relève des statuts de ce qui relève de l'intérêt communautaire, c'est délimiter la ligne de partage entre ce qui est communautaire et ce qui reste de la compétence des communes. Le travail est en cours mais, comme pour la rédaction des statuts en 2015, la finalisation du document repose sur des décisions à prendre progressivement.

Présenté en Bureau le 17 mai dernier, le projet d'intérêt communautaire a été finalisé grâce à l'expertise des Services Préfectoraux, de la Trésorerie et de la Direction Départementale des Finances Publiques, qui l'ont validé en l'état chacun en ce qui le concerne.

Il est rappelé que la définition/modification de l'intérêt communautaire se fait par délibération du conseil communautaire à la majorité des 2/3 des membres qui le composent.

M. DELAHAYE : « Sur la partie « développement économique » et la partie 1b « actions de soutien au commerce d'intérêt communautaire », je note « le versement d'un fonds de concours pour l'aide au maintien du dernier commerce aux seules communes de Champéon, la Chapelle au Riboul et Charchigné ». Je me pose la question pour les communes de la Bazoge, Belgeard ou autre. J'ai bien entendu qu'on pouvait modifier les choses mais l'aspect restrictif me gêne un peu. »

M. SOUTIF : « Pour ces communes, on versait sur 15 ans un fonds de concours de 2 000 € par an. C'est prendre la situation antérieure, de manière à emmener jusqu'au bout ce qui était convenu. »

M. le Président : « Il est bien évident que si demain, il y avait un projet qui naissait dans les territoires énoncés, unanimement nous appliquerions la même règle. Mais, là, c'est une reprise de ce qui existait avant. »

M. DELAHAYE : « Concernant l'aménagement de l'espace, si on reprend le point 2d « les aménagements routiers d'intérêt communautaire » et on nous précise les voiries à l'intérieur des zones d'activité. Je demande des précisions sur les zones d'activité car si on passe en zone artisanale on n'aura pas de voirie entretenue. La mienne est hors service et on peut se poser la question de l'héritage qu'on va laisser. Concernant le dernier point « la gestion des équipements publics de proximité » il était précisé « et tout équipement d'intérêt communautaire » mais on a enlevé cette précision. A mon sens, c'était important. »

M. SOUTIF : « Il faut être précis, c'est pour ça que la ligne avait été supprimée. »

M. TRANCHEVENT : « Concernant les zones d'activité, je rappelle que la réflexion n'est pas terminée. »

M. BRODIN : « Par rapport aux derniers commerces, ce sujet avait été abordé avec l'épicerie de Fontaine-Daniel. Il avait été dit que ça pouvait être étudié au cas par cas. »

M. SOUTIF : « C'est un vrai débat qu'il va falloir poursuivre en bureau. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'intérêt communautaire tel que présenté en vert dans l'annexe jointe.

16 - Statuts – Modification des compétences

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 septembre 2016

M. le Président expose :

Mayenne Communauté a adopté ses statuts fin 2015 au regard de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Après 9 mois de fonctionnement de la nouvelle Communauté et plus de précisions sur l'application de la loi NOTRe, une actualisation mineure des compétences est préconisée.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la modification des statuts envisagée en rouge dans l'annexe 1b.

La modification des statuts requiert la majorité qualifiée, soit les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse. Après délibération à la majorité simple du conseil communautaire sur une proposition de modification des statuts, les Communes ont 3 mois pour se prononcer à compter de la date de notification. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans ce délai.

17 - Service prêt aux collectivités – Ludothèque

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. COISNON expose :

Le Service de prêts aux collectivités et la ludothèque propose aux structures le prêt de livres ou de jeux. Lors du conseil communautaire du 25 juin 2016, il a été décidé que :

- le service était ouvert dès septembre 2015 aux structures des communes de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes du Horps Lassay
- le service devenait payant
- une convention liait les deux parties.

Nous vous proposons de maintenir les tarifs :

- soit 50 € pour les deux services
- soit 30 € pour un seul des services

De plus suite à la fusion, il est nécessaire de reprendre la convention pour l'actualiser à la nouvelle collectivité.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention à compter du 1^{er} septembre 2016 pour les tarifs.

18 – Tourisme – Taxe de séjour

Reçu à la Sous-Préfecture le 4 octobre 2016

M. BORDELET expose :

Exposé des motifs :

Lors du vote du protocole de neutralisation, Mayenne communauté a décidé de la mise en place de la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire puis lors du bureau communautaire du 9 février 2016, nous avons décidé de l'organisation pratique. En effet, depuis plusieurs mois les élus, les services et l'Office de Tourisme travaillent de concert.

En nous appuyant sur les compétences de l'Office de Tourisme dans ce domaine, l'office assurera la gestion du fichier des hébergeurs (collecte des informations, mise à jour...), le fait d'assurer directement le suivi des fréquentations lui permettra de mesurer la fiabilité des données et d'avoir une plus grande réactivité dans l'analyse de l'activité des prestataires. C'est également l'office qui pourra pointer les déclarations et procéder aux relances téléphoniques si nécessaire. A partir des données ainsi recueillies, l'office pourra procéder à une analyse précise de notre fréquentation. Ces données permettront également « d'ausculter » la santé économique des hébergeurs. Il apparaît donc tout indiqué que l'Office de Tourisme assume la gestion de la taxe de séjour au nom de la collectivité. Cette mission devra être mentionnée dans la convention qui nous lie à l'Office de Tourisme vallée de Haute Mayenne.

Il est désormais nécessaire de vous proposer de délibérer sur les tarifs applicables pour chaque type d'hébergement. Ces tarifs ont été travaillé avec la collaboration du cabinet Nouveaux territoires d'après trois critères : le type d'hébergement présent sur notre territoire, la volonté d'être équitable entre les différentes catégories d'hébergements et en fonction des tarifs pratiqués sur les territoires voisins (Coëvrons et Laval).

Article 1 :

La communauté de commune institue à compter du 1er janvier 2017 une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire.

Article 2 :

La taxe de séjour est perçue sur l'ensemble de la commune auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés :

- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Locations saisonnières (meublés, chambres d'hôtes...),
- Village de vacances,
- Emplacements dans des aires de campings-cars et des parcs de stationnement touristiques
- Terrains de camping, Terrains de caravannage

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Article 3 :

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

Article 4 :

Conformément à l'article L.2333-30, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil communautaire avant le 1er octobre de l'année pour être applicables l'année suivante.

Le barème suivant sera appliqué à partir du 1er janvier 2017 :

Catégories d'hébergement	Tarif en € par nuit et par personne
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,80 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,80 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,70 €
Chambres d'hôtes, Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,60 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,70 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances, et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,55 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

Article 5 :

Des arrêtés communautaires répartiront par référence au barème les aires, les espaces, les locaux et les autres installations accueillant les personnes mentionnées à l'article L. 2333-32 du CGCT.

Article 6 :

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT

Les personnes mineures ;

Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;

Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Article 7 :

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès de l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois et ne communiquera ses justificatifs à la collectivité qu'à sa demande.

L'office de tourisme transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement avant le :

- avant le 31 mai, pour les taxes perçues du 1er janvier au 30 avril
- avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1er mai au 31 août

- avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1er septembre au 31 décembre

Article 8 :

Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire conformément à l'article L.2231-14 du CGCT.

M. le Président : " Vous avez reçu les professionnels, des spécialistes du tourisme et contacté d'autres collectivités. Vous avez fait une proposition de baisser de 20 centimes tous les tarifs."

M. BORDELET : " Le premier tarif de 4 € peut paraître cher mais nous n'en avons pas sur notre territoire (palace)."

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité, (M. BRODIN, DELAHAYE et RIOULT et Mme GENEST s'étant abstenus), valide la taxe de séjour.

19 - Développement culturel – Mayenne Culture – Interventions chorégraphiques dans les écoles – Année scolaire 2016-2017 – Participation de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Mayenne Culture propose à l'ensemble des écoles primaires de Mayenne Communauté de mener un projet chorégraphique, projet cofinancé par la communauté de communes qui prend en charge pour une partie l'intervention chorégraphique

La sélection des projets déposés par les écoles est réalisée par le Groupe Départemental d'évaluation (GDE), rassemblant Mayenne Culture, la Direction départementale des services de l'Éducation Nationale et la Direction Diocésaine de l'enseignement catholique. Désormais, le conservatoire Ivan Bellocq y est associé afin de faire le lien à la fois avec l'intervention de la danse et les projets « danses » du conservatoire.

Pour l'année scolaire 2016-2017, sur l'ensemble des projets déposés par des écoles de Mayenne Communauté et dans le respect de l'enveloppe budgétaire, 7 projets ont reçu un accord de Mayenne Culture pour des interventions chorégraphiques dans 10 classes :

- École primaire Aron : 1 classe , 9 h de danse

. coût de l'intervention.....	540,90 €
. financement Mayenne Communauté	324,54 €

- École primaire Martigné sur Mayenne : 1 classes, 9 h de danse

. coût de l'intervention.....	540,90 €
. financement Mayenne Communauté	324,54 €

- École primaire Mayenne, La vallée : 2 classes, 18 h de danse

. coût de l'intervention.....	1081,80 €
. financement Mayenne Communauté	649,08 €

- École primaire Mayenne, Jules Ferry : 2 classes, 18 h de danse

. coût de l'intervention.....	1081,80 €
. financement Mayenne Communauté	649,08 €

- École primaire Mayenne, Pierre et Marie Curie : 2 classes, 18 h de danse

. coût de l'intervention.....	1081,80 €
. financement Mayenne Communauté	649,08 €

- École primaire Saint Baudelle : 2 classes, 18 h de danse

. coût de l'intervention.....	1081,80 €
. financement Mayenne Communauté	649,08 €

TOTAL à la charge de MC : 3 245,40 €

(à raison de 36,06 €/heure à la charge de la collectivité, pour un coût de 60,10 €/heure- soit 24,04 €/heure restant à la charge de Mayenne Culture).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le financement des projets d'interventions chorégraphiques à hauteur de 3 245,40 € et le règlement de l'adhésion à Mayenne Culture (soit 50 € pour l'année) pour une dépense totale de 3 295,40€.

20 - Développement Culturel – Conservatoire Ivan BELLOCQ – Convention Schéma Départemental de l'Enseignement des pratiques et de l'Education Artistique

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Conformément à la loi du 13 Août 2004, le Conseil Départemental a voté pour 2013/2016, un schéma de l'enseignement, des pratiques et de l'éducation artistique afin d'organiser et améliorer l'offre à l'échelle du département et de créer une dynamique départementale au sein des conservatoires de musique, danse, théâtre et arts plastiques.

Les collectivités souhaitant bénéficier des aides départementales dans le cadre de ce nouveau schéma s'engagent dans un partenariat qui implique pour les conservatoires :

- un approfondissement de directions de travail déjà engagées,
- un engagement par rapport aux objectifs du schéma

Pour 2016, selon la fiche de critères d'attribution annexée à la convention, Mayenne Communauté bénéficie d'une subvention de 95 000 € répartie de la façon suivante :

- aide pédagogique : 35 000 €
- aide en faveur des actions en milieu scolaire : 15 000 €
- aide en fonction de l'atteinte des objectifs départementaux : 25 000 €
- aide forfaitaire aux écoles classées pour des missions spécifiques : 20 000 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer cette convention de partenariat avec le Conseil Départemental qui rappelle le cadre général et les objectifs 2013/2016 fixés au Conservatoire Ivan Bellocq ainsi que les modalités de partenariat au titre de 2016.

21 - Pôle de Santé – Vente en l'Etat Futur d'Achèvement à Laval Mayenne – Aménagement du bâtiment

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. MOLL expose :

Mayenne Communauté est maître d'ouvrage d'un projet immobilier destiné à accueillir des professionnels de santé libéraux. Ce projet de construction concerne une quarantaine de professionnels, des services associés et des partenaires institutionnels.

La bâtiment va accueillir :

- 12 cabinets de médecins généralistes dont un cabinet destiné à l'accueil d'un interne
- 3 cabinets de spécialistes (2 dermatologues et un cabinet destiné aux vacations)
- 6 cabinets d'infirmiers
- 1 cabinet de kinésithérapeute
- 2 cabinets de podologues
- 1 cabinet de diététicien
- 1 cabinet de radiologie
- 1 cabinet d'orthoptiste
- 1 cabinet d'orthophoniste
- la maison médicale de garde
- une antenne de la caisse primaire d'assurance maladie
- une antenne de la maison départementale de l'autonomie du Conseil Départemental 53
- des locaux connexes, bureaux administratifs, salles de réunion, locaux de confort et d'échanges pour les professionnels, locaux de logistique...

Ce bâtiment représente 2 376 m² sur trois étages avec :

Au rez-de-chaussée

La partie radiologie sur la rue du Prieuré de Berne, en façade le hall d'accueil, la CPAM, l'antenne de la maison

départementale de l'autonomie et les bureaux de la SISA (Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires). La partie "spécialistes" avec les dermatologues et le cabinet de spécialistes pour des consultations avancées. Une salle de réunion accessible de façon autonome qui pourra être utilisée en dehors des heures d'ouverture du Pôle Santé.

Au 1^{er} étage

- le pôle médecins généralistes et infirmiers
- le cabinet d'examen complémentaire
- les locaux de pause pour les professionnels
- la maison médicale de garde

Au 2^{ème} étage

- les podologues
- les kinésithérapeutes
- la diététicienne
- l'orthophoniste
- l'orthoptiste

Mayenne Communauté n'ayant pas vocation à assurer la gestion de ce type d'ouvrage, nous avons souhaité que la SEM Laval Mayenne Aménagement, société d'économie mixte de promotion et de gestion immobilière procède à l'acquisition et à la gestion de ce pôle de santé. L'une des missions de LMA est d'accompagner les collectivités locales en matière d'aménagement de territoire, de ce fait LMA a donc donné son accord à cette acquisition dans le cadre d'une VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement).

Le montant de cette VEFA s'élève à 3 000 000 € HT qui sont payables selon l'échéancier suivant :

- 5 %, à la signature du contrat
- 15 % à l'achèvement des fondations
- 15 % à l'achèvement des élévations du gros œuvre
- 20 % à la mise hors d'eau
- 25 % à la mise hors d'air
- 15 % à la réception des marchés de travaux, en présence du maître de l'ouvrage
- 5 % après levée de la dernière réserve des marchés de travaux

M. le Président : " Cette délibération a également été prise par LMA, c'est donc un dossier bouclé."

M. MOLL : " Dans un premier temps la maison du Capitaine va être détruite. Ensuite, les fondations vont commencer. Je serai en mesure de vous donner le calendrier dès le prochain bureau."

M. FAUCON : " Pour rester dans le domaine de la santé, jeudi dernier on a pris en conseil municipal, une motion pour l'hôpital. J'aimerais bien qu'il en soit fait de même pour le conseil communautaire. Ça concerne tous les administrés du territoire."

M. DELAHAYE : " Je me suis rendu aux diverses réunions qui ont eu lieu. Il ne faut pas oublier que ce sont 1 000 personnes qui travaillent au centre hospitalier, 600 lits et des personnes tendues. Je suis étonné de voir des élus très désengagés sur le territoire. Le centre hospitalier n'est pas en train de disparaître mais on sent une réelle inquiétude. Il y a une association qui s'est créée et à leur première réunion, il n'y avait que trois élus présents et ils étaient de Commer. J'ai senti de la souffrance dans le personnel. Il y a peut être une réorganisation nécessaire mais il y a quand même des choses à apporter. La santé c'est ce qu'il y a de plus cher et c'est ce qu'on ne peut pas calculer et où on n'a pas le droit de faire des économies. Les élus sont là pour défendre le territoire."

M. MOLL : " J'invite toutes les collectivités à voter cette motion lors de leur prochain conseil municipal et à l'envoyer à l'ARS. Ce n'est pas parce qu'on construit un Pôle de Santé que la désertification n'aura pas lieu."

M. HEURTEBIZE : " J'y suis très favorable et je suis le premier à défendre notre hôpital. Quand je suis invité par un syndicat ça me gêne. Maintenant comme le comité est créé, je suis plus favorable à y aller."

M. le Président : " Nous sommes actifs sur le dossier."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- émet un avis favorable à l'ensemble de ces dispositions
- et autorise M. le Président à signer tous les actes et documents afférents à cette vente.

22 - Signature de convention de mise à disposition avec Enedis – Implantation d'un poste de transformation et de ses équipements pour l'alimentation du Pôle de Santé Intercommunal – Rue du Prieuré de Berne – Parcelle BD 383

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. MOLL expose :

Les besoins énergétiques du futur Pôle de santé intercommunal nécessitent la création d'un poste de transformation ERDF.

La convention prévoit la mise à disposition d'un terrain de 17.50 m² pour l'implantation du poste de transformation ERDF desservant le Pôle santé intercommunal. La convention prévoit également les droits de passages pour toutes les canalisations électriques en aval et en amont du poste sur le domaine public. Ces droits de passages seront consenties à titre gratuit pour la durée des ouvrages.

Cette convention pourra être régularisée par acte authentique auprès d'un notaire aux frais d'ERDF.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée valide :

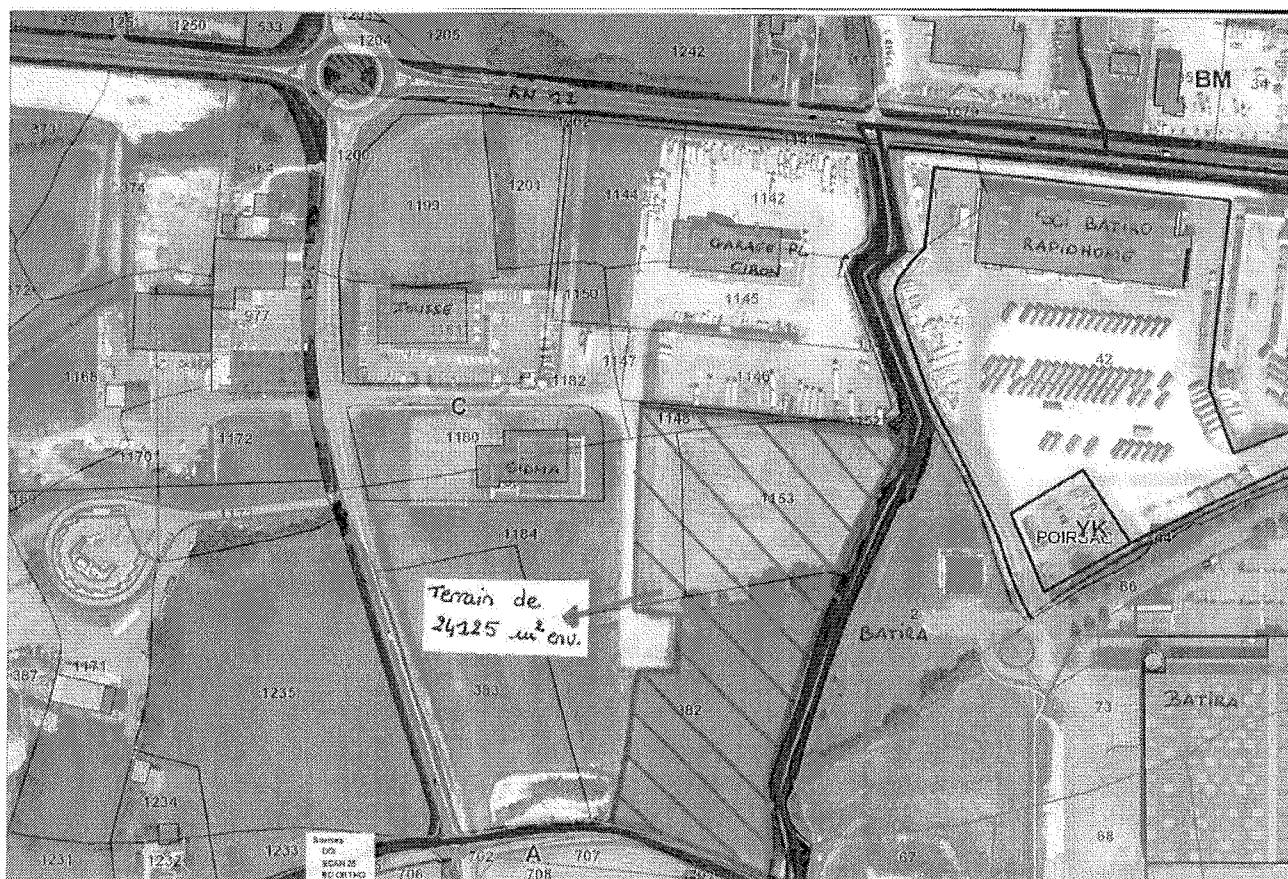
- l'acceptation des conventions avec ERDF concernant l'implantation d'un poste de transformation sur la parcelle propriété de MAYENNE COMMUNAUTE cadastrée BD 383,***
- l'acceptation de la réitération par acte authentique afin de régulariser les dites conventions***
- et l'autorisation à Monsieur le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier ainsi que l'acte notarié à intervenir.***

23 - Economie – Parc d'activités intercommunal de la Lande à Parigné-sur-Braye – Vente à la S.C.I. Batiro

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

L'entreprise RAPID'HOME dans le cadre de son développement, souhaite acquérir du terrain sur le parc d'activités de la Lande à Parigné-sur-Braye celui-ci jouxtant le site de fabrication de Mayenne.



Les caractéristiques de celui-ci sont les suivantes :

?Superficie	:	24 125 m ² environ
?Cadastre	:	C 1148p, C 1184p, C 382p et C 1153
?Prix de vente	:	6 € H.T. le m ² auquel s'ajoutent les frais de géomètre et notaire à la charge de l'acquéreur

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide cette vente de 24 125 m² au prix de 6 € H.T. le m² auquel s'ajoutent les frais de bornage et de notaire à la S.C.I. BATIRO ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant,
- autorise Monsieur le Président à signer l'acte notarié ou tout autre document se rapportant à cette vente,
- et confie la rédaction de l'acte à Me CADET.

24 - Approbation de la procédure de révision allégée du PLU de la commune d'Aron sur le secteur des Landes

Reçu à la Sous-Préfecture le 30 septembre 2016

M. VALPREMIT expose :

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-21 et L.153-34 relatifs à la révision du PLU via un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L. 132-9,

Vu la délibération d'approbation de la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aron en date du 19 février 2009,

Vu la délibération du conseil municipal d'Aron du 2 juillet 2015 prescrivant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI Mayenne Communauté,

Vu la délibération du Conseil municipal d'Aron en date du 19 décembre 2015 sollicitant la poursuite de la procédure par la communauté de communes du Pays de Mayenne,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Mayenne Communauté en date du 14 janvier 2016 acceptant la poursuite de la procédure de révision allégée N°1 sur la commune d'Aron,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Mayenne Communauté en date du 14 janvier 2016 arrêtant le projet de révision allégée N°1 sur la commune d'Aron,

Vu le courrier de le DREAL en date du 16 mars 2016 décidant la non soumission à l'évaluation environnementale du projet de révision allégée du PLU d'Aron,

Vu le compte rendu de la réunion d'examen conjoint du 11 mai 2016,

Vu le rapport d'enquête publique remis par M Yves Collet, commissaire enquêteur, rendant un avis favorable,

Par délibération du 2 juillet 2015, la commune d'Aron a prescrit la révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) prévue par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme. Cette révision répond à la nécessité de procéder à des ajustements mineurs du règlement graphique et du règlement dans le secteur des Landes.

Ce secteur avait été modifié en février 2009 pour permettre l'extension de l'entreprise FLOCH, à proximité de son site d'exploitation actuel. Ce terrain, propriété de la communauté de communes conserve néanmoins une vocation de développement économique.

Un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées a eu lieu au siège de la communauté de communes Mayenne Communauté, suivi d'une enquête publique, conformément aux articles L.123-10 et 13 du code de l'urbanisme.

Le projet de révision allégée mis à l'enquête publique a tenu compte des remarques de l'Etat, des personnes publiques associées et de l'autorité environnementale.

L'enquête publique s'est déroulée entre le 24 juin 2016 et le 25 juillet 2016

Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sans réserve au projet de révision allégée n°1 du PLU d'Aron

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve la révision allégée n° 1 du PLU d'Aron conformément au dossier annexé à la présente délibération**
- **et précise que cette délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département, aux personnes publiques associées et affichée au siège de Mayenne Communauté et en mairie d'Aron**

25 - Arrêt de la mission d'Urba2D sur le PLU du St Fraimbault

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. VALPREMIT expose :

La commune de St Fraimbault de Prières par délibération en date du 31 octobre 2012 a prescrit l'élaboration de son PLU et par délibération du 20 février 2013, a retenu l'offre du bureau d'études URBA2D à Granville pour l'accompagner dans cette démarche.

Conformément à l'article L 123-1 du Code de l'Urbanisme et par délibérations respectives des 28 janvier 2016 et 25 février 2016, la Commune de St Fraimbault et Mayenne Communauté ont décidé conjointement de confier la poursuite de l'étude à l'intercommunalité devenue compétente en matière de documents d'urbanisme.

Au fil des réunions et des échanges des difficultés sont apparues dans l'exécution de la mission notamment suite au changement de prestataire mandaté pour réaliser les prestations cartographiques. L'entreprise les « 7 vents », missionnée au départ n'étant plus en mesure d'assurer cette prestation, le conseil municipal de St Fraimbault avait dû par délibération du 10 décembre 2015 valider la reprise de cette mission par la Société ABEIL de St Grégoire (35).

Par un 1^{er} courrier en date du 26 mai 2016, Mayenne Communauté a alerté M. BECET représentant Urba 2 D, mandataire des prestataires groupés solidaires sur ces défaillances. Elle a notamment rappelé que le marché stipulait dans son article 3 que « la mission sera exécutée dans un délai de 18 mois à compter de la date de notification du marché ».

38 mois s'étant écoulés depuis la notification du marché, elle a réclamé le dossier nécessaire à l'arrêt du projet de PLU de la commune et l'a mis en demeure de fournir pour le 15 juin les éléments tels que demandés au cahier des charges, soit :

- le dossier minute, issu de la phase étude à transmettre à la DDT avant l'arrêt du projet afin de recueillir un avis officiel avant la consultation officielle du Préfet.
- le dossier soumis à l'arrêt de projet, contenant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement, les annexes, les documents graphiques.

L'ensemble de ces documents étant à remettre sous forme de fichiers informatiques, répondant aux prescriptions du cahier des charges spécifique portant sur la numérisation du PLU. Le courrier évoquait à défaut la perspective d'une fin de contrat.

Vous noterez que parallèlement nous avons également réclamé les documents graphiques pour les cartes communales de Ste Marie du Bois et Montreuil Poulay.

Interpellés par les réponses de M. BECET dans son mail du 31 mai et confortés dans nos interrogations et nos doutes lors des échanges téléphoniques qui ont suivi, la collectivité lui a adressé un 2^{ème} courrier en date du 6 juin

2016 qui :

- fait état du bilan financier de l'avancement de la mission de base : 13 298,50 € réglés correspondant à la totalité des trois premières phases de la mission sur un montant total initial de 20 330 € HT

- 11 800 € étaient réglés au compte d'Urba 2 D

- 1 498,50 € au compte d'Abeil, que nous avons accepté de payer une fois reçue la justification de la réalité d'exécution du travail, ce prestataire nous ayant signalé des difficultés de relations avec Urba 2 D.

- dénonce l'envoi d'une facture de 2 929,50 € HT établie par Urba 2 D correspondant à 80 % de réalisation de la phase 4 de votre mission et intitulée « Mise en forme du PLU » alors qu'aucun document finalisé n'a été officiellement produit à la collectivité.

- relève enfin des manquements dans la réalisation de la mission : absence de production des documents dans les délais, défaut de qualité dans le rendu du travail : Urba 2 D n'hésite pas à justifier son retard par l'attente d'éléments à produire par la collectivité alors même que nous n'avons reçu aucun compte rendu de réunions formalisant les échanges, les points d'accord et les aspects à retravailler, ni la formalisation des requêtes à notre égard.

- informe de notre intention de mettre fin à la mission dès maintenant et ce d'autant que le cabinet a laissé entendre depuis plusieurs mois qu'il cesserait son activité d'abord à l'échéance de la fin de l'année 2016 puis de septembre 2016 et qu'au cours de la conversation téléphonique le vendredi 3 juin 2016, M. BECET a clairement indiqué qu'en l'état actuel d'avancement, l'approbation du dossier ne se ferait pas avec lui.

Des derniers échanges de mails au cours du mois de Juillet confirment que le cabinet n'est pas en mesure de terminer la mission ni de fournir les éléments réclamés.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- met fin à la mission qui lie Mayenne Communauté au Cabinet URBA 2 D à la date de la délibération

- refuse la facture de 3515,40 € TTC pour absence de service fait

- décide de ne pas faire application des pénalités prévues à l'article 5 du contrat pour le retard d'exécution compte tenu du contexte particulier lié à la fusion et au changement de titulaire du marché

- et verse au Cabinet URBA 2 D, une somme de 700 € TTC afin de tenir compte de la tenue et préparation de la réunion publique qui s'est tenue le 28 avril 2016 à St Fraimbault de Prières.

26 - Urbanisme - Instruction des autorisations d'urbanisme au 1^{er} janvier 2017 - Evolution du service commun - Tarifs et autorisation de signature des conventions

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. VALPREMIT expose :

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) prévoit la fin progressive de la mise à disposition des services de l'État pour l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Elle prévoit qu'au plus tard au 1^{er} janvier 2017, toutes les communes intégrées dans un EPCI de plus de 10 000 habitants et couvertes par un document d'urbanisme (POS, PLU ou Carte Communale) seront compétentes en matière d'ADS ce qui était déjà le cas depuis le 1^{er} juillet 2015 pour 14 communes couvertes par un POS ou un PLU de l'ex CCPM.

Pour répondre à cette évolution, un service commun a été créé au 1^{er} juillet 2015. Il s'inscrit dans une logique de solidarité intercommunale et de mutualisation des moyens. Transféré à Mayenne communauté, le service est actuellement composé de 1,6 équivalent temps plein et facture ses prestations à l'acte aux communes qui y adhèrent.

Rappelons qu'il convient de distinguer cette mission qui est un service rendu de 2 autres notions :

- la planification des documents d'urbanisme (PLU, carte communale, etc.) qui est une compétence exercée dorénavant par la communauté de communes
- la délivrance des autorisations d'urbanisme qui reste un pouvoir de police des maires au sein de Mayenne Communauté.

Compte tenu du bilan de fonctionnement et des perspectives présentées en bureau, il est envisagé de le faire évoluer ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2017 :

- l'instruction des autorisations d'urbanisme serait proposée pour :
- les 14 communes mentionnées dans la 1^{ère} colonne comme précédemment.

- 14 nouvelles communes mentionnées dans la seconde colonne du tableau qui entrent désormais dans le dispositif de la loi Alur.

Service commun Au 1 ^{er} juillet 2015	communes susceptibles d'intégrer le Service commun au 1 ^{er} janvier 2017	communes restant Instruites par la DDT
Aron	Alexain	Le Horps
La Bazoge Montpinçon	Belgeard	Rennes en Grenouilles
Commer	Champéon	Saint Julien du Terroux
Contest	Charchigné	Thuboeuf
La Haie Traversaine	Grazay	Ste Marie du Bois
Jublains	Hardanges	
Marcillé la Ville	La Chapelle-au-Riboul	
Martigné sur Mayenne	Lassay-les-Châteaux	
Mayenne	Le Housseau-Brétignolles	
Moulay	Le Ribay	
Parigné sur Braye	Montreuil-Poulay	
Sacé	Placé	
Saint Baudelle	Saint Georges-Buttavent	
Saint Fraimbault de Prières	Saint Germain d'Anxure	

- les effectifs du service commun seraient renforcés d'un 3ème poste dont la création est prévue dans une délibération parallèle sachant qu'une partie de ce poste supplémentaire serait affectée sur des missions complémentaires de la ville de Mayenne et refacturée via la convention de prestation
- les tarifs validés en 2015 seraient reconduits à compter du 1^{er} janvier 2017.

Dans ce contexte, il convient de signer de nouvelles conventions pour une durée de 4 ans avec les 28 communes, les conventions initiales signées avec les 14 premières arrivant à leur terme au 31 décembre 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide des modalités de fonctionnement de ce service commun,

- confirme des tarifs jusqu'ici définis à savoir :

*** certificat d'urbanisme b : 61 €**

*** déclaration préalable : 106 €**

*** permis de démolir : 121 €**

*** permis de construire : 151 €**

*** permis d'aménager : 182 €**

- et autorise de M. le Président à signer les conventions avec les 28 communes.

27 - Ressources humaines – DAME – Service commun instruction des actes ADS – Création d'un poste de technicien territorial

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) prévoyant la fin progressive de la mise à disposition des services de l'État pour l'instruction des actes d'autorisation d'occupation du sol (ADS),

Considérant qu'au 1er janvier 2017, toutes les communes intégrées dans un EPCI de plus de 10 000 habitants et couvertes par un document d'urbanisme (POS, PLU ou Carte Communale) seront compétentes en matière d'ADS,

Considérant la nécessité d'adapter les effectifs du service commun déjà créé au 1er juillet 2015 afin de satisfaire l'intégration des nouvelles communes concernées par la réforme de l'ADS,

Après avis du C TP en date du 20 juin 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de technicien territorial à temps plein à compter du 1er janvier 2017.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 35 000 euros. Ce poste mutualisé sera inscrit dans la convention entre les communes et la Communauté de Commune. Les modalités de remboursement sont prévues dans cette convention.

28 - Ressources humaines – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire accroissement d'activités ou saisonniers

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. RAILLARD expose :

L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipule que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires. Les collectivités sont cependant autorisées à recruter des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfini par la loi 2012-347 du 12 mars 2012.

- recrutement d'agents non titulaires suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 2012-347 du 12 mars 2012 précitée,
- recrutement d'agents non titulaires suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées.

Après délibération en date du 14 janvier 2016, le Conseil communautaire, à l'unanimité et à main levée a autorisé le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012.

Considérant le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 portant mise en œuvre de la mesure dite du "transfert primes/points", qui fixe les modalités de l'abattement appliqué sur tout ou partie des primes et des indemnités, publié au journal officiel du 13 mai 2015, les échelles de rémunération ont été revalorisées.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de ne plus les rémunérer les agents contractuels en référence au premier échelon du premier grade de chaque cadre d'emplois mais de fixer la rémunération en référence à l'indice majoré 321.

Ainsi la rémunération est calculée en référence à 1/151^{ème} de l'indice 321 soit 9.90 euros brut par heure. Ne sont pas concernés par cette disposition les animateurs recrutés sous contrat d'engagement éducatif. Pour information ce montant est supérieur à celui du SMIC qui est de 9.67 euros brut.

29 - Ressources humaines – DRMP – Création d'un poste de responsable commande publique

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ du responsable commande publique de la ville de Mayenne,

Considérant le principe de mutualisation des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Après avis du CTP en date du 19 septembre 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, créé un poste d'attaché territorial à temps plein à compter du 1^{er} novembre 2016.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 9 356 euros pour deux mois. Ce poste mutualisé est déjà inscrit dans la convention générale de mutualisation entre la ville de Mayenne et la Communauté de Commune. Il fera donc l'objet d'un remboursement de la Ville vers Mayenne communauté à hauteur du temps de travail réalisé sur les missions Ville de Mayenne.

30 - Ressources humaines – DST - Création d'un poste de technicien énergie - Pérennisation du poste

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la création du poste de technicien énergie sur un besoin d'accroissement d'activité de 12 mois en octobre 2015,

Considérant la nécessité de poursuivre cette mission,

Considérant les économies déjà réalisées. En effet, un premier bilan de l'action depuis son arrivée en octobre dernier, fait apparaître le travail effectué et les économies de 13 % sur un panel de bâtiments durant la période hiver 2014 - hiver 2015.

Considérant le principe de mutualisation des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Après avis du CTP du 20 juin 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, créé un poste de technicien territorial sur emploi permanent à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2016.

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012 à hauteur de 7 750 euros pour trois mois. Ce poste mutualisé est déjà inscrit dans la convention générale de mutualisation entre la ville de Mayenne et la Communauté de Commune. Il fera donc l'objet d'un remboursement de la Ville vers Mayenne communauté à hauteur du temps de travail réalisé sur les missions Ville de Mayenne.

31 - Ressources humaines - DAME - Création d'un poste d'ambassadeur de prévention par voie contractuelle

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

Mme MORIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la contractualisation de Mayenne Communauté avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie sur un programme ambitieux d'actions autour du gaspillage alimentaire et du compostage collectif et que dans ce cadre, l'ADEME est en mesure de soutenir financièrement à hauteur de 80 % le poste d'agent prévention en charge de l'animation de ce programme (financements uniquement possibles sur des postes d'agents contractuels),

Considérant la nécessité de bâtir le plan d'actions et de mener les premières opérations, un agent a été recruté pour une durée de 6 mois,

Après validation du programme par l'ADEME et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, ouvre un poste pour la durée restante du programme (soit 2,5 années). Il s'agit d'un poste d'agent technique à temps complet.

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

32 - Fourniture de photocopieurs avec contrat de maintenance en groupement de commandes entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté - MAPA - Autorisation de signature de la convention de groupement, de lancement de la consultation et de signature des marchés

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Le parc de photocopieurs de la Ville de Mayenne et celui de Mayenne Communauté arrive en fin de possibilité de maintenance au 31/12/2016.

Afin de garantir aux services le maintien de photocopieurs en état de marche, il convient de relancer une consultation pour l'achat de nouvelles machines et leur maintenance pendant 5 années.

Les 2 collectivités ayant pour projet de lancer une consultation pour la fourniture de photocopieurs avec

maintenance, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de ce groupement de commandes est de désigner un seul prestataire pour répondre à ces besoins similaires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 16FOU29, intitulée « Fourniture de photocopieurs avec contrat de maintenance pendant 5 années », aboutira à 2 marchés (un pour chaque collectivité du groupement). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme de procédure adaptée sera nécessaire.

Pour information, les besoins estimés pour les 2 collectivités sont les suivants :

- Ville de Mayenne : 28 photocopieurs
- MC : 8 photocopieurs

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité. Le choix du titulaire sera effectué par la commission des marchés à procédure adaptée de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat. Un représentant de la ville de Mayenne sera également invité à participer à cette réunion avec voie consultative.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise Monsieur Jean RAILLARD, Vice-Président, à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation

- et autorise Monsieur le Président à lancer cette consultation en tant que coordonnateur du groupement, puis à signer les marchés avec le titulaire désigné par la Commission ainsi que les pièces s'y rapportant.

33 - Scénographie de la prochaine exposition temporaire au musée du Château de Mayenne - MAPA - Autorisation de versement de la prime de 500 € au deux scénographes non retenus

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Le musée du château de Mayenne a besoin d'un scénographe afin de réaliser la conception scénographique, la conception graphique et l'assistance technique de l'exposition temporaire de 2017 (exposition : du 16 mars au 12 novembre 2017).

Ce sont les services techniques de la ville de Mayenne (menuisiers, peintres, serruriers), qui fabriqueront ensuite le cadre de l'exposition selon les directives du scénographe. Il est aussi possible de faire appel à des prestataires extérieurs pour des éléments spécifiques (numérique par exemple) mais la majeure partie du travail devra être réalisé avec le concours des services techniques.

Une consultation pour retenir le scénographe a été réalisée (publicité parue le 25 mai 2016 en procédure adaptée) en deux phases :

1 - Phase de candidatures

sur dossier (comportant notamment les référents illustrés et une note d'intention) pour le 28 juin 2016. Les 6 candidatures reçues ont été analysées et les 3 meilleures ont été sélectionnées :

? IDWIW Christophe Hennard
(14140 Vieux Pont en Auge)

? Groupement 1D2 (79000 Niort)
et Bertille JOLLIVET (79000 Niort)

? Groupement ELAN créateur Rennes (35039 Rennes Cedex)
et Oz (49100 Angers)

Ces trois candidats ont donc été admis à présenter une offre (phase 2).

2- Phase d'offres

Les trois candidats sélectionnés ont travaillé pendant l'été sur un projet de scénographie et ont remis leur projet complet le jeudi 1^{er} septembre 2016 .

Les deux candidats non retenus lors de cette phase ont droit, comme prévu dans l'avis d'appel public à la concurrence à une prime de 500 €.

(La commission MAPA de Mayenne Communauté réunie le 18 mai 2016 avait donné son avis favorable à cette consultation avec prime.)

Suite à l'analyse des projets c'est celui du groupement ELAN créateur Rennes (35039 Rennes Cedex) et Oz (49100 Angers) qui a été retenu.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à verser la prime de 500 € aux deux candidats non retenus à la phase 2 (soit au total un budget de 1000 €):

- IDWIW Christophe Hennard
(14140 Vieux Pont en Auge)

- Groupement 1D2 (79000 Niort)
et Bertille JOLLIVET (79000 Niort)

34 - NCR 2014/2016 - Investissements visant à optimiser la collecte des déchets et passage en redevance incitative

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 septembre 2016

Mme MORIN expose :

Lors du conseil communautaire du 25 février 2016, il a été validé le projet d'avenant du Nouveau Contrat Régional 2014/2016. Nous devons valider l'opération 9 : l'extension de la mise en place de la redevance incitative (RI) sur le territoire de l'ex-CCHL.

Pour ce faire nous devons investir afin de pouvoir déployer les mêmes modes opératoires que ceux en place sur l'ex CCPM, le plan de financement prévisionnel global du NCR de cette opération sera la suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Postes	TOTAL HT	Co-financeurs	TOTAL
Acquisition et pose de conteneurs semi-enterrés	275 000€	Apport public :	
Travaux d'aménagements et terrassement	70 000€	- Région des Pays de la Loire	
Puces et badges bacs individuels	95 000€	- NCR (sur un budget de 450 000 €	140 000 €
Divers (communication, signalétique etc.)	10 000€		
TOTAL	450 000 €	Autofinancement (maître d'ouvrage)	310 000 €
		TOTAL	447 450 000 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la demande de subvention NCR auprès de la Région des Pays de la Loire suivant le plan de financement ci-dessus.

35 - "Territoire à Energie positive et pour la croissance verte" - Validation de la candidature

Reçu à la Sous-Préfecture le 29 septembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Le projet de candidature "Territoire à Energie positive et pour la croissance verte" s'inscrit dans la politique

environnementale et de développement durable de Mayenne communauté. Elle donne un prolongement concret au projet de territoire.

Cette démarche s'inscrit aussi pleinement à la suite du Plan climat Energie territorial réalisé au sein du Pays de Haute Mayenne validé fin 2013.

Ainsi notre candidature met l'accent sur 32 actions du Plan climat Energie territorial sur lesquelles Mayenne communauté s'engage et sur 5 projets phares.

La candidature de Mayenne communauté doit être finalisée et adressée demain vendredi 23 septembre au Ministère de l'Ecologie.

Suite à la présentation faite en bureau le 13 septembre dernier pour la candidature au label de "Territoire à Energie positive et pour la croissance verte": **14 projets présentés au total par les communes**

- 8 projets en lien avec la rénovation énergétique
- 6 projets en lien avec les liaisons douces.

Il est proposé de retenir 9 opérations dans la candidature :

- 5 opérations en lien avec la rénovation énergétique
- 4 opérations sur la réalisation de liaisons douces.

	Commune	coût total	subvention TEPCV
Rénovation énergétique : 50 % d'aide plafonnée à 146 900 €	Action 1 Rénovation énergétique de la salle des fêtes d'Alexain	30 000,00	15 000,00
	Action 2 Rénovation énergétique de la salle des fêtes et cantine de Jublains	483 000,00	146 900,00
	Action 3 Rénovation énergétique de la Mairie et Bibliothèque de Le Ribay Mise en place d'une Gestion Technique centralisée	300 000,00	146 900,00
	Action 4 centre des loisirs de la commune de Mayenne	54 900,00	27 500,00
	Action 5 Rénovation énergétique de l'éclairage public avec la technologie Led – commune de Mayenne	125 000,00	62 500,00
Liaisons douces : 40 % d'aide plafonnée À 40 000 €	Action 6 Création d'une liaison douce sur la commune de St georges Buttavent	42 000,00	16 800,00
	Action 7 Création d'une liaison douce sur la commune de Mayenne	144 000,00	40 000,00
	Action 8 Création d'une liaison douce sur la commune de Jublains	61 000,00	24 400,00
	Action 9 Création d'une liaison douce sur la commune de Saint Baudelle	50 000,00	20 000,00
	TOTAL	1 164 900,00	500 000,00

La démarche pour retenir les opérations

Travail réalisé avec Guy Bourguin, vice président en charge de l'Environnement, Pierrick Tranchevent, vice président en charge de l'économie et avec l'appui des services.

1) La prise en compte des critères du Ministère de l'Ecologie:

- présenter des projets suffisamment structurants (contenu du projet, budget de l'opération)
- éviter le dispersément du financement dans un nombre trop important d'opérations
- retenir des projets exemplaires dans les domaines de la sobriété et l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la transition énergétique.
- des projets dont il est assuré que le démarrage aura lieu en 2017.

2) L'analyse intérêt /limites par rapport aux autres financements mobilisables (Exemple : fond chaleur de l'Ademe)

3) La démonstration de notre volonté locale à mettre en œuvre des opérations exemplaires :

3.1) pour les projets de rénovation énergétique :

- Projets sur bâtiments - communes Alexain, Jublains et Le Ribay :

1- Réalisation d'un travail amont avec l'association Synergies (assistance à maîtrise d'ouvrage) pour assurer une démarche globale et cohérente des projets (définition des besoins, mise en œuvre du cahier des charges, dialogue avec le cabinet thermique sur les meilleurs choix techniques et énergétiques).

2- Objectifs de performance énergétique et étude thermique :

- Alexain : réalisation d'un diagnostic thermique en amont des travaux pour réaliser les meilleurs choix thermiques et obtenir un résultat intéressant (objectif : 40 % d'économie d'énergie)
- Le Ribay : recrutement d'un bureau d'études thermique aux côtés de l'architecte en amont des travaux pour réaliser les meilleurs choix thermiques avec pour objectif d'atteindre un niveau de performance BBC Rénovation.
- Jublains : processus déjà accompli sur ces attentes

- Projets Gestion technique centralisée et éclairage public led (Commune de Mayenne): accompagnement en interne du technicien Energie pour atteindre les objectifs d'économies d'énergie (15 % avec la mise en place de la GTC ; 75 % avec le projet d'éclairage public Led).

3.2) pour les projets de liaisons douces

Engagement local à initier une démarche « concertée » avec les communes sur un plan d'actions

Objectif : donner de la cohérence entre les projets locaux, encourager les pratiques de mobilité douce auprès des habitants et usagers.

Actions envisageables dans ce plan d'actions concerté: signalétique, équipements stationnement vélos, actions de sensibilisation, expérimentations, pédibus...).

En cas de réponse favorable du Ministère de l'Ecologie, il nous faudra reprendre la réflexion pour animer et mettre en œuvre cette stratégie locale.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la candidature telle que présentée ci-dessus.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 50

Vu, le Secrétaire,
Eric TRANSON



Vu, le Président
Michel ANGOT

